

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/W/13

3 avril 1996

(96-1219)

**Groupe de travail des entreprises
commerciales d'Etat**

Original: anglais/français

QUESTIONS DU CANADA SUR LES NOTIFICATIONS PRESENTEES CONFORMEMENT
A L'ARTICLE XVII PAR LE CHILI¹, LA COLOMBIE², CHYPRE³, LA REPUBLIQUE
TCHEQUE⁴, LES COMMUNAUTES EUROPEENNES⁵, L'INDE⁶, L'INDONESIE⁷,
LE JAPON⁸, LA COREE⁹, LA NORVEGE¹⁰, LES PHILIPPINES¹¹,
LA ROUMANIE¹², L'AFRIQUE DU SUD¹³, LA SUISSE¹⁴,
LA THAILANDE¹⁵, LA TURQUIE¹⁶ ET
LES ETATS-UNIS¹⁷

La Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, datée du 7 mars 1996.

Chili

A la réunion du Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat qui a eu lieu le 20 février, le Canada a posé les questions suivantes concernant la notification de l'entreprise COTRISA par le Chili:

- a) Produits visés: La notification indique que l'entreprise s'occupe de la commercialisation du blé et d'autres céréales. Quelles autres céréales? Toutes ou seulement certaines céréales? Dans le deuxième cas, veuillez préciser lesquelles.
- b) Raison et objet: Le fondement juridique pourrait-il être précisé? Que faut-il entendre par "en répercutant de la manière la plus directe et la plus exacte possible les prix alternatifs de ces produits à l'importation"? De quelle manière?
- c) Fonctionnement: Si l'entreprise COTRISA ne s'occupe pas d'opérations d'exportation ni d'importation, les produits qu'elle achète sont-ils tous vendus sur le marché intérieur? La COTRISA peut-elle délivrer des licences à des négociants privés qui opèrent à l'échelle internationale?

¹G/STR/N/1/CHL, ²G/STR/N/1/COL, ³G/STR/N/1/CYP, ⁴G/STR/N/1/CZE + Corr.1, ⁵G/STR/N/1/EEC + Add.1, ⁶G/STR/N/1/IND, ⁷G/STR/N/1/IDN, ⁸G/STR/N/1/JPN, ⁹G/STR/N/1/KOR, ¹⁰G/STR/N/1/NOR, ¹¹G/STR/N/1/PHL, ¹²G/STR/N/1/ROM, ¹³G/STR/N/1/ZAF, ¹⁴G/STR/N/1/CHE, ¹⁵G/STR/N/1/THA, ¹⁶G/STR/N/1/TUR, ¹⁷G/STR/N/1/USA.

Colombie

La Colombie pourrait-elle fournir des renseignements supplémentaires sur les "distilleries départementales"? Il semblerait que les départements contrôlent la quantité de boissons spiritueuses importées dans le cadre de contrats signés entre des distilleries départementales et des négociants privés. A ce sujet, d'autres renseignements pourraient-ils être fournis sur divers éléments du questionnaire concernant le commerce d'Etat, tout particulièrement sur les critères qui régissent les quantités des importations; sur les durées de validité des contrats et les critères utilisés pour établir ces durées; ainsi que sur la façon de déterminer la majoration des prix à l'importation des produits. La Colombie pourrait-elle également expliquer le sigle "ACODIL" figurant dans le titre et les notes du tableau 6?

Le Canada a noté que, dans la notification de la Colombie sur l'accès au marché (G/AG/N/COL/1), les licences d'importation pour la volaille sont délivrées par le Comité des importations de l'INCOMEX "compte tenu du critère de protection de la production nationale". Qu'est-ce que le Comité des importations de l'INCOMEX? S'agit-il d'une entreprise commerciale d'Etat qui devrait être notifiée?

Chypre

Dans les statistiques sur la Commission chypriote des céréales, les données relatives à l'orge fourragère, au maïs et au blé ne sont pas ventilées. La Délégation de Chypre pourrait-elle fournir des données distinctes pour chacun de ces produits?

République tchèque

Le Canada souhaiterait obtenir des éclaircissements sur deux points de la notification concernant le SFMR. Dans la version anglaise de la réponse à la question III, partie b), ligne 3, faut-il lire "The SFMR does **not** conduct directly any foreign trade operations of its own"? Toujours dans la version anglaise, à la ligne 9, faut-il lire "... remain free to export **or** to import ..."?

Communautés européennes

a) Autriche

Au sixième paragraphe de la description du fonctionnement du monopole des alcools, il est indiqué que "l'importation ... de boissons alcooliques en provenance de pays qui n'appartiennent pas à l'Union européenne ("pays tiers") est réservée au monopole". Compte tenu de ce qui précède, l'UE pourrait-elle donner de plus amples détails sur la façon de déterminer la majoration des prix à l'importation des produits?

b) Finlande

Selon le Rapport du Secrétariat de novembre 1991 sur la politique commerciale de la Finlande, des entreprises commerciales d'Etat existaient en Finlande. La Commission pourrait-elle confirmer sa déclaration selon laquelle il n'en existe plus aucune? Nous soulevons cette question parce que, par exemple, nous croyons savoir que l'entreprise ALKO Inc. (qui, croyons-nous, appartient à l'Etat) est la seule entreprise à avoir légalement le droit de vendre au détail des boissons alcooliques (à l'exclusion des boissons ne contenant pas plus de 4,7 pour cent d'alcool par volume). Si c'est le cas et si l'entreprise vend des produits importés, il semblerait qu'elle devrait faire l'objet d'une notification complète. Par contre, si ce que nous croyons savoir du rôle et des pouvoirs d'ALKO est erroné, nous vous saurions gré de nous fournir les renseignements exacts.

c) France

Auparavant, il existait en France un monopole d'Etat sur le commerce des tabacs (SEITA - Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes). En février 1995, la SEITA a été privatisée. Toutefois, nous souhaitons qu'il nous soit confirmé que la SEITA ne jouit plus de droits ni de privilèges spéciaux au sens de l'article XVII.

d) Italie

Dans sa notification, l'UE mentionne l'Amministrazione Autonoma dei Monopoli di Stato (AAMS), l'organisme italien chargé de la production, de l'importation et de la distribution des produits du tabac, ainsi que de la délivrance de licences pour ces produits. Il est indiqué que l'AAMS exerce un monopole fiscal sur, entre autres, l'importation et la distribution de produits du tabac fabriqués dans des pays extracommunautaires. La Commission pourrait-elle décrire les différents traitements accordés aux pays de la CE et aux pays tiers?

e) Suède

Selon le Rapport du Secrétariat de novembre 1994 sur la politique commerciale de la Suède, il existait des entreprises commerciales d'Etat en Suède. La Commission pourrait-elle confirmer sa déclaration selon laquelle il n'en existe plus aucune?

Inde

1. Dans sa notification, l'Inde indique que l'importation de marchandises centralisées est en grande partie réservée aux organismes désignés, mais que le gouvernement peut délivrer des licences d'importation à des commerçants privés pour ces marchandises. Est-ce effectivement le cas? Dans la négative, pourquoi? Dans l'affirmative, selon quelle procédure? Les parties qui peuvent bénéficier de ce traitement sont-elles assujetties à des prescriptions en matière de propriété?

2. Il est en outre indiqué que des céréales et des huiles alimentaires sont importées de temps à autre sur avis du gouvernement. L'annexe 2 ne mentionne aucune importation de blé en 1994-1995; en a-t-il été importé cette année-là?

3. Dans la note de l'annexe 2, il est précisé que la Société des huiles végétales de l'Hindoustan n'a pas été autorisée à importer des huiles ni des oléagineux au cours de ces trois dernières années. Il est également indiqué que la Société de commerce d'Etat de l'Inde est un autre organisme centralisateur chargé d'importer/exporter certaines huiles et certains oléagineux, mais qu'elle ne s'occupe pas d'importation/d'exportation de produits centralisés. Des importations d'huiles ou d'oléagineux ont-elles eu lieu au cours de ces trois dernières années? Dans l'affirmative, par l'entremise de quel organisme?

Indonésie

Le Canada note que les produits commercialisés par le BULOG comprennent le "soja". Le BULOG contrôle-t-il les importations de soja destiné aux huileries? Commercialise-t-il également les produits à base de canola et de colza? Dans la négative, une autre entité fait-elle le commerce de ces derniers produits? Comme le soja et le canola sont largement interchangeables, l'Indonésie maintient-elle une préférence pour les produits à base de soja? Dans l'affirmative, pourquoi?

Japon

Dans sa notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/JPN/1), le Japon a précisé les rôles de l'Office de contrôle des produits alimentaires, de l'Office de promotion de l'élevage et de l'Office de stabilisation des prix de la soie grège et du sucre dans l'administration de certains contingents tarifaires. Or, la notification du Japon concernant le commerce d'Etat mentionne les deux premiers organismes, mais non le troisième. L'Office de stabilisation des prix de la soie grège et du sucre "importe [de la soie grège] par l'intermédiaire d'importateurs qui concluent avec lui des contrats dans le cadre du système d'appel d'offres ouvert". Le Japon pourrait-il décrire les autres fonctions de cet organisme ainsi que son rôle par rapport aux importations? Cet organisme devrait-il être notifié en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Dans le cas contraire, pourquoi?

Corée

Dans sa notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/KOR/1), la Corée a indiqué qu'un certain nombre d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, y compris des organisations de producteurs, étaient chargés d'attribuer les contingents tarifaires pour le compte du Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches, et de délivrer les licences d'importation. Par exemple, les organisations suivantes figurent dans la notification de la Corée concernant l'administration des contingents tarifaires pour les produits agricoles, mais pas dans la notification concernant le commerce d'Etat présentée par ce pays:

- l'Association coréenne pour l'amélioration des animaux (pour les animaux vivants de l'espèce bovine et de l'espèce porcine);
- l'Association coréenne des éleveurs de volaille (pour les poussins de race pure et les oeufs);
- l'Association coréenne de l'industrie laitière (pour le lait écrémé et le lait entier en poudre, le babeurre, les autres laits et crèmes de lait, le lactosérum, etc.);
- l'Association coréenne des fabricants de succédanés du lait destinés aux animaux (pour le lactosérum en poudre);
- l'Association coréenne des fabricants d'ingrédients pour les aliments pour animaux (pour la poudre d'os);
- l'Association coréenne des pépiniéristes-producteurs d'arbres fruitiers (pour les pommiers, les poiriers, les pêchers et les agrumes).

La notification concernant le commerce d'Etat présentée par la Corée (G/STR/N/1/KOR) porte sur les organismes suivants (dont la plupart jouent également un rôle dans l'administration de certains contingents tarifaires agricoles):

- le Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches;
- la Société de commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche;
- l'Organisation de commercialisation des produits de l'élevage;
- la Fédération nationale des coopératives d'éleveurs;

- la Coopérative des producteurs d'agrumes de Cheju;
- la Fédération nationale des coopératives de producteurs de ginseng;
- l'Association coréenne des exportateurs de soie grège.

Dans certains cas, une entreprise commerciale d'Etat notifiée et une entreprise non notifiée participent à l'administration du même contingent tarifaire; le rôle précis de chacune n'est alors pas clair (par exemple le lactosérum, qui relève à la fois de l'Organisation de commercialisation des produits de l'élevage et de l'Association coréenne de l'industrie laitière).

La Corée pourrait-elle décrire les autres fonctions des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui administrent des contingents tarifaires, mais qui n'ont pas été indiqués dans la notification concernant le commerce d'Etat? Comme ils peuvent influencer sur le niveau et la destination des importations et acheter et vendre des produits, ces organismes ne devraient-ils pas être notifiés en tant qu'entreprises commerciales d'Etat? Dans le cas contraire, pourquoi? Sur quoi la Corée s'est-elle fondée pour décider de notifier certaines de ces entreprises et pas d'autres?

Le Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches a le droit exclusif d'importer du riz et un certain volume d'orge. Selon la Corée, l'écart entre les prix nationaux et les prix à l'importation de ces produits est grand. En ce qui concerne l'orge, les entreprises privées peuvent importer une partie du contingent tarifaire. Il semble que des possibilités égales soient offertes à toutes les parties intéressées qui désirent exporter du riz et de l'orge destinés au Ministère de l'agriculture, de la sylviculture et des pêches. Toutefois, aucune importation n'a eu lieu de 1992 à 1994, parce que des mesures de protection à la frontière ont été appliquées jusqu'en 1994. Depuis lors, des entreprises privées ou le Ministère ont-ils importé de l'orge? Dans l'affirmative, prière de fournir des détails.

Il est noté que les "fèves de soja" figurent parmi les produits commercialisés par la Société de commercialisation des produits agricoles et des produits de la pêche. La Société commercialise-t-elle également les produits à base de canola/colza? Si tel n'est pas le cas, une autre entité en fait-elle le commerce? Dans la négative, comme le soja et le canola sont largement interchangeables, la Corée maintient-elle une préférence pour les produits à base de soja? Dans l'affirmative, pourquoi?

Norvège

Dans la notification concernant l'accès au marché qu'elle a présentée au Comité de l'agriculture (G/AG/N/NOR/1), la Norvège indique que c'est à l'Office national des céréales qu'a été confiée l'entière responsabilité d'appliquer le régime d'importation pour les produits agricoles, y compris l'administration des contingents tarifaires ouverts pour la viande, le beurre, les oeufs, le chou et les fruits. Dans sa notification concernant le commerce d'Etat, la Norvège indique que l'ancien Office national des céréales a été divisé en deux entités: Statens Kornforretning (l'entité qui est entre autres chargée d'administrer les contingents tarifaires) et Statkorn Holding Ltd. (une société holding chargée d'assurer l'administration de la partie commerciale de l'ancien Office national des céréales). Or, la notification ne mentionne que la seconde de ces entités, indiquant en outre qu'aucune notification ultérieure ne sera faite à ce sujet puisque, les droits exclusifs de l'ancien Office national des céréales ayant été supprimés, il ne sera plus nécessaire de présenter une notification concernant Statkorn Holding.

Toutefois, on ne voit pas clairement pourquoi la première entité, Statens Kornforretning, chargée d'administrer les contingents tarifaires agricoles et des programmes de soutien à l'agriculture, y compris la constitution de stocks de sécurité de céréales, n'a pas été notifiée. Pourquoi la Norvège n'a-t-elle pas inclus les activités de Statens Kornforretning dans sa notification?

Philippines

Dans leur notification concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/PHL/1), les Philippines ont décrit le rôle de l'Office national de l'alimentation (pour le maïs et le riz) et de la Société nationale des raffineries de sucre (pour les sucres de canne et de betterave) dans l'administration de certains contingents tarifaires. Or, la notification des Philippines concernant le commerce d'Etat mentionne le premier organisme mais non le second. La Société nationale du sucre aura l'exclusivité de l'importation de sucre dans le cadre de l'engagement des Philippines en matière d'accès au marché. Les Philippines pourraient-elles décrire les autres fonctions de cette société et leur rapport avec son rôle dans les importations? Devrait-elle être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

Roumanie

A la réunion du Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat qui a eu lieu en novembre, le Canada a invité la Roumanie à revoir sa notification qui ne faisait état d'aucun commerce d'Etat sur son territoire, au vu des autres notifications reçues et du projet de liste exemplative sur les pratiques des entreprises commerciales d'Etat qu'a établie le Secrétariat et que nous considérons comme un guide utile. Vous aurez remarqué que bon nombre de pays ont une vision assez large de ce que doit contenir une notification par souci de transparence. Bien que nous admettions que toutes les anciennes entreprises commerciales d'Etat roumaines aient été transformées en entreprises privées, nous aimerions qu'il nous soit confirmé par écrit qu'aucune des entités maintenant privatisées ne continue à bénéficier, même pour une période limitée, de quelque droit ou privilège spécial leur permettant d'influer sur le niveau ou la destination des exportations ou des importations.

Afrique du Sud

Nous croyons savoir que la politique commerciale de l'Afrique du Sud est actuellement en voie de remaniement, sur les plans tant administratif que pratique. Les conglomerats de céréales ont-ils l'autorisation d'importer directement ou l'Office du blé est-il seul habilité à le faire?

Nous croyons savoir que l'Afrique du Sud étudie actuellement un nouveau projet de loi sur la commercialisation des produits agricoles qui pourrait avoir une incidence sur les entreprises commerciales d'Etat existantes. Ce texte est-il entré en vigueur? Dans l'affirmative, veuillez en décrire les dispositions.

Il semble que l'Afrique du Sud ait l'intention de rétablir les offices agricoles statutaires qui avaient été supprimés. Nous croyons savoir que la législation y afférente (que nous présumons être le projet de loi précité) prévoit le rétablissement d'offices de commercialisation qui seraient financés à l'aide de prélèvements sur les produits agricoles. Nous aimerions recevoir des précisions à cet égard.

Suisse

La notification suisse concernant l'administration des contingents tarifaires (G/AG/N/CHE/1) décrivait le rôle de la Centrale suisse du ravitaillement en beurre (BUTYRA), de la Régie fédérale des alcools et de la Société coopérative suisse des céréales et matières fourragères (CCF) dans l'administration de certains contingents. Or, les deux premières figurent dans la notification suisse sur les entreprises d'Etat, alors que la troisième ne s'y trouve pas. Cependant, le gouvernement accorde au CCF le monopole d'importation de blé dur non dénaturé, de céréales panifiables et autres céréales et produits dérivés, et de céréales secondaires destinées à l'alimentation humaine. La Suisse pourrait-elle décrire le fonctionnement de cette société coopérative, et notamment son rôle par rapport aux

importations? Cette société devrait-elle être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Sinon, pour quelle raison?

Thaïlande

La notification présentée par la Thaïlande mentionne trois entreprises commerciales d'Etat. Toutefois, le Rapport établi par le Secrétariat de l'OMC sur la politique commerciale de la Thaïlande, présenté un mois plus tard en novembre 1995, fait mention de 22 entreprises commerciales d'Etat. Prière de fournir de plus amples renseignements détaillés sur les 19 entreprises qui n'ont pas été notifiées afin d'éclaircir cette question.

Dans ses notifications concernant l'administration des contingents tarifaires, la Thaïlande a précisé le rôle de l'Organisation des entrepôts publics (pour les pommes de terre) et de la Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre (pour les sucres de canne ou de betterave) dans l'administration de certains contingents tarifaires (G/AG/N/THA/2 et THA/5, respectivement). Or, la notification concernant le commerce d'Etat mentionne la première de ces entités, mais non la deuxième. Conformément à l'engagement de la Thaïlande en matière d'accès au marché, la Société thaïlandaise de la canne à sucre et du sucre bénéficiera de toutes les attributions contingentaires. La Thaïlande pourrait-elle décrire les autres fonctions de cette société ainsi que leur rapport avec son rôle dans les importations? Cette société devrait-elle être notifiée en tant qu'entreprise commerciale d'Etat? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?

Turquie

La notification de la Turquie a été présentée avant l'entrée en vigueur de l'Accord d'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie. En conséquence de cet accord, la Turquie a dû aligner (en majeure partie) son régime de commerce sur celui de l'Union européenne. Par suite, bon nombre d'entreprises commerciales d'Etat semblent avoir perdu leurs droits ou privilèges exclusifs en matière d'importation et d'exportation. De l'examen du nouveau tarif douanier turc (entré en vigueur le 1er janvier 1996), il ressort que toutes les références aux monopoles d'importation ont été supprimées. Toutefois, nous croyons savoir que les monopoles existent encore en fait et qu'ils sont maintenus en vertu de textes antérieurs au nouveau Code des douanes.

En conséquence de l'Accord d'union douanière, tous les textes ayant un rapport avec le commerce promulgués par décret ministériel (à la différence de ceux promulgués par une loi adoptée par le Parlement) ont été abrogés. Ces textes promulgués par des décrets concernaient notamment l'octroi d'un monopole d'importation à des organismes tels que TEKEL pour l'alcool et les cigarettes, MKEK pour les armes légères et la Société du Croissant-Rouge pour certains produits pharmaceutiques dans l'ancien Code des douanes. Du fait de l'abrogation de ces décrets ministériels, les références au statut spécial de ces organismes ne figurent plus dans le nouveau Code. Toutefois, dans les cas où un "statut spécial" avait été accordé en vertu d'une loi adoptée par le Parlement, les monopoles subsistent lors même qu'il n'en est pas fait mention dans le nouveau Code.

Par exemple, jusqu'en 1996, le monopole d'importation de TEKEL pour la bière, le vin, le moût de raisin, le vermouth, l'alcool éthylique non dénaturé, les boissons alcooliques composées, le whisky et les boissons alcooliques tirées de produits agricoles était indiqué dans le Code des douanes turc. Dans le nouveau Code, il n'en est pas fait mention. Pourtant, la loi portant création de TEKEL est encore en vigueur et cette loi confère à TEKEL un monopole pour l'importation des produits énumérés ci-dessus.

Sur la base des informations dont nous disposons, nous supposons que TEKEL, MKEK et la Société du Croissant-Rouge conservent leurs monopoles d'importation antérieurs. Toutefois, comme

ce n'est pas précisé dans le nouveau Code, cela ne se vérifiera que si les importations de ces produits par des acheteurs ne détenant pas de monopole d'Etat sont soumises à restriction ou interdites par les autorités douanières turques. *La Turquie aurait-elle l'obligance de préciser la situation actuelle concernant les monopoles d'importation dans son nouveau régime de commerce?*

Etats-Unis

Dans leur notification relative à la Commodity Credit Corporation (CCC), les Etats-Unis ne font aucune mention de leur programme concernant le poisson et les fruits de mer. Nous croyons savoir que la CCC est autorisée à soutenir les prix des produits agricoles et de la pêche au moyen de prêts, d'achats, de paiements et d'autres moyens, dont des exportations ou une aide au développement des marchés étrangers. Les Etats-Unis pourraient-ils donner plus de détails sur les opérations comprises dans ce volet du mandat de la CCC?

Les Etats-Unis ont fourni un grand nombre de renseignements sur la CCC, mais ils n'ont pas donné de réponses précises aux questions de la partie III du questionnaire. Pourraient-ils répondre à chacune de ces questions ou indiquer celles auxquelles ils ne souhaitent pas répondre?